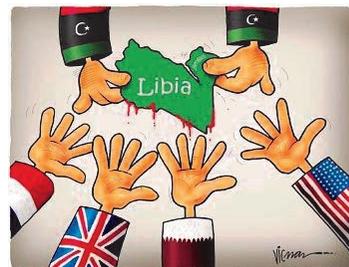




HANTIERS



JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES
— pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire —

Troupes françaises,
troupes de l'OTAN,
hors d'Afrique!

Trimestriel - Prix du numéro: 1 Euro - Abonnement: 10 Euros pour 6 numéros - rassemblementcommuniste.org

LA PEUR DOIT CHANGER DE CAMP !

EDITO Un système s'écroule : le système capitaliste. Cette crise ne date pas d'hier ; à l'époque de Marx au 19^{ème} siècle, à celle de Lénine au début du 20^{ème} siècle, les premières crises se succédaient déjà, générant le chômage, la guerre, la précarité et la misère, par des mécanismes internes que les marxistes ont très tôt démontré. Depuis quelques années, en particulier depuis la fameuse crise de 2008, la bourgeoisie n'arrive plus à maquiller la faillite totale de son système, qui repose plus que jamais sur l'anarchie de la production et la recherche du profit maximum par l'exploitation de travailleurs qui par ailleurs n'ont plus les

moyens de consommer, pour le compte d'un capital financier dévastateur...

Même les plus grandes « certitudes » de la bourgeoisie s'écroulent ... Le « libéralisme » tant vanté hier, de Reagan et Thatcher à Sarkozy et Merkel (mais aussi ne l'oublions pas les « sociaux-libéraux » Mitterrand, Jospin, Royal, Aubry, etc.) ne fait plus recette, et plus personne, même parmi les pires économistes bourgeois, n'ose encore vanter cette dérégulation qui nous broie aujourd'hui... **L'Europe**, cette « nouvelle puissance » qui devait nous garantir la **paix** et la stabilité économique avec **l'Euro**, est de plus en plus rejetée par les peuples ; les économies de la zone euro, comme les autres, s'écroulent comme un château de carte, pendant que les guerres menées par les

pas, avec l'argent qu'ils extorquent de notre travail, bien à l'abri de la crise de leur système...

La peur des « méchants ennemis » de la « France des Droits de l'Homme », de ces pays que l'armée française va copieusement bombarder à nos frais et occuper au nom de la « Paix » et de la « démocratie », en envoyant nos enfants risquer leur vie pour une cause ignoble.

Face à la décadence de ces empires, face à la « fuite en avant » meurtrière de ces bourgeoisies, nos résistances se multiplient, même si nous n'en avons pas forcément une conscience globale. Quand dans le passé avons-nous assisté à tant de soulèvements populaires, de la Tunisie et de l'Egypte à la Grèce, au Portugal, à l'Espagne, du « printemps arabe » au mouvement des « indignés », jusqu'aux révoltes populaires des banlieues anglaises ? Depuis quand n'avons-nous pas participé à un large et puissant mouvement social comme celui contre la réforme des retraites l'année dernière en France ?

Ces résistances nous enseignent deux choses importantes pour que la peur puisse vraiment changer de camp, et pour que nos vrais ennemis de classe reculent enfin : Nous sommes une force potentielle gigantesque qui reste le cauchemar des classes possédantes, et nous ne pouvons compter que sur cette force, issue de l'unité des travailleurs et du peuple qu'il faut construire et élargir... mais cette force ne nous garantit rien de réellement solide tant qu'elle ne se traduit pas sur le plan politique (comme cela s'est fait par exemple jusqu'à un certain point dans des pays latino-américain comme le Vénézuéla ou la Bolivie, dans le sillage de Cuba socialiste).

Dans l'étape qui est la nôtre, nous devons traduire politiquement notre volonté d'unité face aux multiples stratégies de cette bourgeoisie aux abois, de la montée du fascisme raciste et antisindical à la multiplication des guerres pour le pétrole et le contrôle politique des pays dominés en passant par la mise en œuvre du programme de destruction systématique de nos acquis de 36, 45, 68, ...

Le Front de Gauche, rassemblement politique à la gauche du PS et né de la campagne victorieuse pour le NON à la constitution européenne de 2005, peut et doit aussi être un espace d'unité d'action militante dans les quartiers et de lutte de classe à partir duquel un véritable front populaire de gauche est possible, dans la rue et dans les urnes !

Dans ce numéro...

P6 - DOSSIER FN:

Du côté du peuple ou du côté des patrons?

P2 - Fralib Marseille: Une usine peut aussi tourner sans patrons!

P3 - GM Strasbourg: L'American Way of Life des patrons voyous

P4 - Blanche Porte Tourcoing: Le camp anti-Mulliez fait des émules! - Non à la fermeture de Sevelnor Valenciennes et PSA Aulnay!

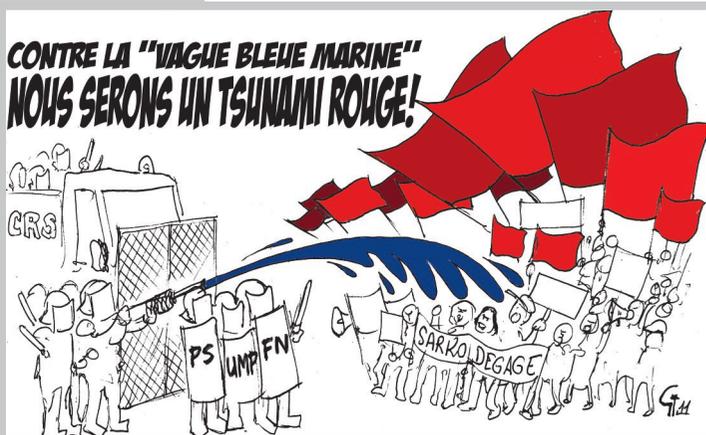
P5 - La montée du fascisme n'est pas qu'électorale! Deux expériences concrètes de luttes antifascistes

P10 - La reconstruction communiste, le Front de Gauche et les élections de 2012...

P11 - Peuples arabes et africains, révolutions populaires et récupérations impérialistes

P12 - Révolution égyptienne et résistance palestinienne - Questions posées à des étudiantes de Gaza

P12 - Ce complot qui fit exploser deux immeubles pour créer une stratégie de la tension un certain 11 septembre... 1937!



USA et les leaders de l'UE, dans le cadre de l'OTAN, se multiplient (Afghanistan, Libye et demain peut être Syrie)...

Les bourgeoisies sont démasquées, forcées à l'arrogance et cherchant avec toujours moins de nuances à diviser les travailleurs pour affaiblir leur résistance: diviser sur des critères religieux, ethniques, d'âge ou de sexe, tout est bon pour éviter l'unité d'un front populaire capable de reprendre l'offensive et pour monter les travailleurs les uns contre les autres.

Depuis des décennies, les capitalistes et leurs médias cherchent à créer la peur.

La peur de « l'immigré », du « musulman », du « jeune de quartier », de ces citoyens qui côtoient pourtant les autres français depuis des décennies dans les mêmes quartiers populaires, dans les mêmes marchés, les mêmes bus, les mêmes usines... pendant que les vrais bourgeois vivent entre eux, sans compter, dans des quartiers que nous ne connaissons



FRALIB Marseille: une usine peut aussi tourner sans patron!

Olivier et Gérard, les deux animateurs les plus connus de la lutte des FRALIB Unilever (usine de conditionnements de sachets de thés et infusions - marque Eléphant), font le point sur la stratégie des ouvriers pour maintenir leur emploi et le site de Gémenos, menacé de fermeture.

Olivier : La dernière fois Unilever s'est fait envoyer dans les cordes par le tribunal parce qu'il n'avait pas donné tous les éléments économiques nécessaires à la bonne information du Comité d'Entreprise, afin que celui-ci puisse donner un avis éclairé sur le projet de fermeture qui lui était soumis. On peut dire que cette fois-ci [juin 2011] c'est pareil. Unilever dit qu'il doit partir, que l'usine de Gémenos n'est pas rentable, mais ne le prouve pas et ne donne aucun élément qui pourrait le prouver, comme le juge lui a ordonné le 4 février 2011, et pour cause ! Donc on l'assigne à nouveau. Cette décision n'est pas inéluctable économiquement, elle est guidée par la seule volonté de faire encore plus de profit.

[Depuis la réalisation de l'interview, le TGI a donné son jugement, le 21 juillet, déboutant le Comité d'entreprise de Fralib, validant ainsi la fermeture. Les salariés ont décidé dans la foulée de faire appel de ce jugement et aussi de constituer des équipes pour surveiller les locaux de l'entreprise afin d'éviter le départ en catimini des machines vers d'autres sites. La lutte continue !]

Olivier : on ne sait pas comment ça va se terminer devant les tribunaux, mais quelle que soit la décision et l'attitude d'Unilever, on est prêt. Le groupe devra assumer ses responsabilités et nous sommes décidés à l'obliger à le faire. S'ils veulent partir, il va falloir qu'ils payent. Soit ils achètent les bâtiments et ils nous les rétrocèdent, soit ils financent le loyer pendant x années. On veut qu'ils nous cèdent le parc technologique pour l'euro symbolique ainsi que la marque Eléphant. Tout cela représente un capital. Ce capital, contrairement à ce qui se passe ailleurs dans ce type d'opération avec un repreneur, on veut qu'il soit donné au collectif de salariés et que ça lui appartienne. On dit que le capital à l'instant t doit représenter 182 parts avec 1/182° par salarié.

Gérard : c'est la conception de fond de notre projet alternatif : le capital serait constitué d'une somme de 182 parts, non transportables. Ce n'est pas un salarié qui a sa part et peut la revendre, les parts appartiennent au collectif et chaque salarié en bénéficie tant qu'il travaille. Le jour où il s'en va c'est celui ou celle qui le remplace sur le poste qui récupère la part. Cela permet de maintenir l'emploi et le droit d'intervenir dans la gestion.

Olivier : Unilever dit il n'est pas question que vous achetiez les murs, qu'on vous donne de la sous traitance. Pourtant dans les alternatives qu'ils étudient, la sous traitance est évoquée, en particulier pour diversifier les provenances. En ce qui nous concerne on a pensé à des filières courtes avec les producteurs locaux d'infusion ; ils ne pourront pas dire qu'ils ne sont pas intéressés. On a des idées très précises au niveau de l'organisation de la production et nous voulons démontrer la faisabilité

de nos propositions.

Gérard : La Région a accepté de financer cette étude et c'est évidemment une première étape incontournable. Il faut bien comprendre qu'à un moment donné, l'action syndicale ne suffira plus. Il faut que les politiques aillent plus loin que la solidarité et posent des actes qui nous permettent de reprendre la production. Avec ou sans repreneur, l'usine est à nous et on veut gérer son avenir. Il faut que les politiques nous suivent sur ce point et qu'ils fassent eux aussi des propositions qui vont dans ce sens.

Olivier : Pour les salariés, plus tu avances dans le temps plus ça devient dur. Ils s'interrogent et nous interrogent. Ça discute beaucoup, mais ils tiennent. Il y en a bien qui évoquent la question de la prime à la valise (comme toujours dans ce type de conflit), mais la majorité est sur la lutte pour l'emploi. Il pourrait y avoir de l'effolement parce qu'on va repartir en justice, on a fait le tour pour leur expliquer et ça tient.

Rouge Midi : Une organisation politique comme ROUGE VIF 13, qui est petite, sans élus ni beaucoup de moyens peut elle aider ?

Olivier : Oui bien sûr en faisant ce que vous faites depuis le début... Le soutien à chaque fois qu'on fait des choses, la médiatisation, les articles dans *Rouge Midi*, l'aide à la réflexion quand on débat, les échanges qu'on a eu, les tracts que vous avez faits au plan local... Pour que notre conflit gagne, il ne suffit pas de le médiatiser ; il faut avoir l'appui de la population locale. Les éléments qu'on a au niveau du boycott, on sait que là où c'est le plus suivi, c'est à Auchan Aubagne, parce que on est à côté de l'usine, les gens sont informés et sensibilisés.

Gérard : Si on met en parallèle ce que ça va coûter à la Nation et à la collectivité de fermer l'usine et d'envoyer plus de 200 personnes au chômage... La masse salariale annuelle est de 10 millions d'euros. Quand on sait que la durée moyenne du chômage en France pour un salarié licencié est de 13 mois. Cela veut dire que rien qu'en allocation chômage, la fermeture coûterait plus de 6 millions d'euros ! Et bien sûr cela, c'est hors plan de licenciements (ce qu'ils appellent les mesures sociales).

Olivier : Il faut compter qu'en plus la tranche d'âge de FRALIB est élevée, les femmes ne sont pas jeunes, elles ne sont pas encore à la retraite, elles ne vont pas retrouver du boulot. Pour certaines elles sont déjà venues du Havre... Pour elles c'est terminé. Et dans ce calcul on ne compte pas les conséquences sur les emplois de la région, les traumatismes, la perte pour la sécurité sociale...

Gérard : Nous on a une solution, ça ne coûte pas et ça permet de développer l'emploi.

Olivier : Tu sais depuis le mois de septembre [2010] on tourne sans eux, on peut tout à fait continuer...

La crise est-elle vraiment derrière nous?



Pour nous contacter:
Rassemblement des Cercles Communistes
rcc@rassemblementcommuniste.org
Cercle Henri Barbusse
cerclebarbusse@gmail.com
Coordination Communiste 59 - 62
coordcommuniste@numericable.fr
Cercle Communiste d'Alsace
cercle.comunistealsace@yahoo.fr
Cercle Communiste de Région Parisienne
cercle.comuniste@free.fr
Rouge Vif Bouches - du - Rhône
rougemidi@rougemidi.org

GENERAL MOTORS Strasbourg : L'américain way of life des patrons voyous...

Il y a un an les salariés de General Motors Strasbourg (GMS) étaient déjà en lutte contre la dégradation de leurs conditions de travail. La direction avait mis en place un chantage à l'emploi, menaçant de délocaliser l'usine au Mexique si les salariés n'acceptaient pas de rogner sur leurs conditions de rémunération. La direction voulait imposer aux syndicats la signature d'un plan de casse des salaires (gel des salaires jusqu'en 2013, suppression de l'intéressement, de 5 jours de RTT, ...). Face au refus des élus CGT de GMS, la direction était prête à tout, n'hésitant pas à aller jusqu'à l'intimidation physique par des nervis de la direction. Quelques exemples: Élus séquestrés pendant plusieurs heures dans le local syndical, casier d'un élu CGT vandalisé, menaces proférées dans l'entreprise et en dehors de l'entreprise: "On va te faire la peau!", " Tu as jusqu'à mercredi pour signer sinon...." etc. Voilà ce qu'ont subi au quotidien les élus CGT. Malgré ces pressions, ils ont tenu et résisté, et la direction a fait marche arrière.

Aujourd'hui les GMS sont à nouveau en lutte. Cette fois-ci, c'est le délégué du personnel et délégué CGT, Roland R. qui est personnellement attaqué. Sous le prétexte d'une maladie du travail, la direction de GM veut isoler Roland à un poste distant de l'usine de 800 mètres (tout en affirmant que cela n'est bien sûr pas en contradiction avec l'exercice de son travail syndical). La maladie professionnelle en question est une surdité l'empêchant de travailler dans des environnements trop bruyants (supérieur à 83dB) et le contraignant à se déplacer dans l'usine avec la protection de bouchons anti-bruit. Ce handicap est d'origine professionnel puisqu'il est dû aux bruits des machines auxquels Roland a été soumis toute sa vie. Aujourd'hui, non seulement les patrons de GM sont responsables du handicap de Roland, mais en plus ils veulent se servir de ce prétexte pour l'isoler : c'est doublement ignoble ! D'autant plus que le prétexte ne tient pas : une liste a été faite par les ouvriers, et validée par la médecine du travail, d'une centaine de postes accessibles à Roland et compatibles avec son handicap professionnel (certains sont des postes que Roland a déjà occupé).

De façon générale, à GM, tout est prétexte à brimades, intimidations et sanctions... Un arrêt maladie ? Au retour, il faut passer chez le chef qui remet en question la véracité de la maladie, qui fait pression pour qu'il n'y ait plus d'arrêt, etc. Les congés sont systématiquement refu-

sés. GM fait payer en augmentation de cadence les heures "perdus" lors de la grève de l'année passée. Aller aux toilettes est interdit dans la pratique. Le moindre désaccord avec ces mesures entraîne un avertissement, une mise à pied, une menace de licenciement...

Dans ce contexte de terreur patronale, deux signes qui ne trompent pas : De très bons résultats de la CGT aux dernières élections (En novembre 2010, la CGT obtient la majorité au 1er collège (c'est à dire chez les ouvriers et les employés), et une pétition de soutien à Roland, signée par 503 salariés sur les 900 que compte le site ! Les ouvriers ont signé à 90% mais aussi des techniciens, des cadres !



Le mercredi 6 juillet, une réunion interne à la CGT avait pour but d'informer les militants CGT de la situation à GM. La salle était comble. Des militants de la CGT Métallo étaient bien évidemment présents mais aussi, d'autres usines, d'autres entreprises, des militants de la CGT Educ'Action et des militants retraités. Quelques réactions entendues lors de cette réunion : "Je ne veux plus entendre parler de "patrons-voyous". Des voyous ce sont des délinquants.

Ces patrons, les patrons sont des criminels. Ce sont des patrons-criminels !", "On est fier d'être la classe ouvrière. C'est nous qui créons les richesses, pas les patrons !", "Quand les patrons nous attaquent, c'est qu'on fait bien notre travail [syndical]. C'est quand ils ne nous attaquent pas qu'il faut se poser des questions.", "Quand un membre de la CGT est attaqué, c'est toute la CGT qui est attaquée.", "Le crime organisé du profit n'a pas de vacances. Alors nous, syndicalistes, non plus !", "Quand on est accaparé par la défense d'une personne particulièrement attaquée, comme Roland aujourd'hui, on n'a plus le temps de faire notre travail normal de syndicaliste auprès des autres salariés. On est pris à 100%. Et la direction en profite pour envoyer ces petits-chefs pour harceler les salariés au quotidien."

Et maintenant ?

Malgré l'avis de l'Inspection du Travail et de la Médecine du Travail, la direction de GM persiste dans sa volonté d'isoler Roland. La direction de GM n'a qu'un seul but : le profit, toujours plus de profit... C'est un patronat de combat qui s'attaque systématiquement à tous les salariés et à leurs représentants.

Elle maintient donc Roland en "repos non payé" à l'heure actuelle. Roland a ainsi été privé, déjà, d'un mois de salaire. Bien sûr, Roland et la CGT de GM résistent courageusement à cette entrave syndicale et l'issue de cette lutte n'est pas encore jouée !

Pour licencier un dirigeant syndical actif, défendant au quotidien les salariés, la direction de GM fabrique des fautes et cherche des prétextes. Pour ce faire, elle est prête à tout : sans aucun scrupule, elle détourne la loi, fait fi de l'inspection du travail, cherche à diviser les travailleurs pour les empêcher de se regrouper et de lutter collectivement. Cette direction illustre bien les pratiques actuelles "de management" qui se généralisent partout ; dans le secteur privé comme dans la fonction publique !

Soutenons les salariés de GM en lutte ! Soutenons la CGT de GM en lutte ! Développons les luttes locales, Unissons nos revendications ! Ensemble contre notre ennemi commun : le patronat !

ABONNEZ VOUS!
Organ Центрального Комитета КПСС

Lisez CHANTIERS!

Des analyses politiques
De l'info
Des témoignages
De l'histoire
Des initiatives

Abonnement: 10 euros pour 6 numéros + frais de port
Envoyez votre chèque à l'un des cercles membre du RCC
À défaut, chèque à l'ordre de la Coordination Communiste - BP51 - 59007 Lille CEDEX

Blanche Porte (juin, Tourcoing) : le camp anti-Mulliez fait des émules !

Interview de grévistes CGT après trois jours de piquet de grève

Chantiers : Nathalie, au sortir de 3 jours de grève dans votre boîte, peux-tu en rappeler les causes et nous dire le bilan que tu en tires ?

Nathalie : C'est la restructuration de la logistique de la Blanche Porte – Trois Suisses à Hem dans un nouveau bâtiment. Ils profitent de ce transfert de personnel pour nous faire perdre encore du salaire, nos conditions de vie vont se dégrader. Moi après 21 ans de boîte je suis smicarde, comme tous les autres ici. On est usés par le travail, les conditions de travail sont de plus en plus dégradantes... On fait essentiellement de l'emballage de commandes pour les magasins, du tri... même type de travail qu'à Pimkie [voir interviews des précédents numéros, notamment sur la grève des Pimkie en décembre 2009 - janvier 2010], mêmes pratiques patronales aussi d'ailleurs puisque nous appartenons aussi au groupe Mulliez.

Chantiers : Vous avez bloqué les camions ces derniers jours : 48000 colis en attente, c'est un vrai trésor de guerre non ? Qu'est ce qui a été décidé en intersyndicale pour cette fin de grève ?

Sahad : Il y a beaucoup de déception... les autres ont abandonné la grève. Si on avait tenu jusque lundi (soldes), je suis sûr qu'on aurait obtenu bien plus !

Nathalie : Les huissiers ont mis la pression hier soir, ils sont venus nous menacer avec des amendes pour qu'on lève le blocage. Tout le monde a peur, avec nos petits salaires, de se retrouver devant les tribunaux, même si certains d'entre nous étaient prêts à aller jusque là. Il y a eu aussi des positions de certains syndicats pour nous démobiliser, alors qu'on avait bien démarré le mouvement en intersyndical sur la base du vote démocratique des salariés...

Sahad : Moi les dirigeants personnellement je parle pas avec eux, je refuse de leur serrer la main ! On vit pas dans le même monde, ils ont pas le même salaire que moi, je mange pas au restaurant moi tous les week end, je viens pas ici avec des costumes à deux mille euros, moi mon salaire c'est mille euros ! Nos conditions de travail se dégradent

d'année en année, ils mettent toujours plus la pression sur les salariés, sur la production, sur tout, même sur les pauses ! Bientôt on va être comme à l'école, il faudra lever la main pour aller pisser !

Mohamed : En tout cas on est sur le pied de guerre pour la suite de la procédure en septembre, au moment où les négociations vont reprendre. A ce moment là ils savent qu'on peut reprendre un mouvement massif comme celui-ci ; en fait là on leur a mis une claque, ils savent qu'on peut recommencer, et peut être même avec encore plus de grévistes !

Non à la fermeture de PSA Aulnay et SEVELNOR Valenciennes !

Interview lors de la manif de soutien aux Sevelnor (juillet, Valenciennes)

Serge Piedplat (Secrétaire Général USTM-CGT 62) : Suite à l'annonce de la CGT PSA qui a réussi à capter un document confidentiel, on a appris le plan de fermeture de PSA et Sevelnor pour 2015 – 2017. Rien que Sevelnor ici fait 3000 emplois, plus les emplois induits, ça représenterait au total plus de 10000 emplois qui seraient concernés par cette fermeture. On est déjà une région très impactée par le chômage... si on va au bout des choses, après c'est les bureaux de postes qui ferment, des hôpitaux en moins dans la région, etc. C'est le cercle sans fin du chômage !

En plus quand on sait que quand les dirigeants de PSA prétendent être en difficulté, c'est encore avec nos impôts que l'Etat les payent : on leur a déjà prêté trois milliards et demi d'euros, alors que pendant ce temps là on apprend qu'ils avaient déjà prévu de fermer les sites d'Aulnay, c'est honteux !

Là on manifeste plus largement pour l'emploi dans la région, les salaires, et c'est pas le fait qu'on soit un jour de juillet qui va nous arrêter ! De toute façon les vacances, nous on en a de moins en moins, on passe de plus en plus de temps à l'usine ! Même le week end maintenant ! On est en train de revenir plusieurs siècles en arrière ! Le capital avance, et en face on dirait qu'il n'y a plus rien !

On va préparer d'autres journées de lutte dès la rentrée. On veut que ce site Sevelnor reste sur le département, il n'y a aucune raison pour qu'on délocalise ou qu'on ferme ce site : du travail il y en a toujours, mais c'est toujours la même chose : C'est la recherche de profit qui les pousse à partir ! Donc on va rester mobiliser pour que ce site reste, comme les autres et qu'on puisse créer des emplois, on n'a pas le choix !



Préfet du Rhône qui a parlé de « guéguerre ». Il s'agit en fait d'une stratégie de la terreur de plus en plus grave. Pour ne citer que les épisodes lyonnais les plus marquants depuis début 2010 : Attaque d'une manifestation antiraciste contre le projet de loi Besson (idem à Lille), agression de militants syndicalistes (idem à Lille), guet-apens contre des personnes isolées, agression de militants diffusant des tracts (idem pour le 26 à Auchel).

La montée du fascisme en France et en Europe n'est pas qu'électorale !

Une analyse de notre camarade Eric Fatoux, de l'Union Locale CGT Béthune (62) suite à un coup de force des fascistes de la mouvance dite "identitaire" qui ont chargé physiquement des militants de la CGT qui diffusaient un tract antifasciste sur le marché d'Auchel (près de Béthune) le 26 juillet dernier...

Il ne s'agit pas ici de comparer les drames subis récemment par les habitants de la Norvège ou de comparer ce qui n'est pas comparable. Mais après la journée d'action antifasciste du 26 juillet à Auchel (Pas-de-Calais) il est important de démontrer dans quelle mesure, les violences et les théories d'Anders Breivik, qui a massacré de sang-froid plus de 70 personnes, ne sont pas celles d'un fou, d'un néo-nazi altéré ou d'un loup solitaire perdu... qui aurait recueilli ces idées pour une folle croisade sur Internet ...

Toute cette violence est représentative d'un courant dont les théories et les pratiques sont malheureusement connues. Croire aujourd'hui que le mouvement « identitaire » implanté à Auchel est différent des autres, est une erreur. Pour cela nous devons expliquer et encore expliquer les dangers de cette extrême-droite radicale qui se dit sociale et qui se dit répondre aux demandes de la population auchelloise.

Cibler et attaquer les personnes opposées au racisme

Depuis 18 mois, les violences d'extrême droite contre des militants anti-racistes et antifascistes se sont multipliées. Dans une ville comme Lyon, elles ont fait l'objet de plaintes qui, cumulées, s'élèvent à plus de 270 jours d'arrêt de travail, sans compter celles qui n'ont pas été transmises à la justice. Cette violence de l'extrême droite « identitaire » n'a rien à voir avec des rencontres malheureuses comme a osé le dire le

Le 26 juillet à Auchel, de nombreux camarades mais aussi des auchellois et proches ont connu leur première expérience de la véritable réalité du fascisme radical. Il est donc important de bien comprendre les rouages de cette extrême-droite radicale et « identitaire » qui entend prendre le pouvoir avec la force, les armes et la violence la plus barbare. Un grand nombre de camarades et de passants ont été choqués par l'attitude des identitaires installés à Auchel, et ont eu beaucoup de mal à comprendre ce qui leur arrivait ce 26 juillet sur ce marché d'une ville ouvrière du Pas-de-Calais. Il est donc important de faire de cette expérience une analyse pour la compréhension de cette terreur organisée par l'extrême droite « identitaire » et national-socialiste... Ceux qui étaient là à la fin, quand il y a eu la charge des fascistes ont bien entendu le mot « révolution » accouplée au mot « nationale » !

Breivik, norvégien anodin et sans passé, a dans toute sa paranoïa et son délire, planifié et organisé son massacre en prenant la mesure de la haine diffusée à l'encontre des personnes qui sont opposées au racisme et qui en Norvège représentent politiquement un soutien aux personnes immigrées. Chaque jour des messages subliminaux de ce type sont publiés sur les sites de propagande par de potentiels Breivik, et les médias leur servent de formidables caisses de résonance. Le seul journal de 13h00 sur TF1, franchouillard et populiste, en est la preuve concrète.

En abattant froidement des dizaines de jeunes du Parti travailliste norvégien, Breivik a cherché à montrer que sa mouvance islamophobe et nationaliste, plus ou moins organisée, pouvait atteindre une cible avec l'emploi d'un mode opératoire... « qui serait un exemple à suivre » ! La mouvance d'extrême droite « identitaire » s'y est d'ailleurs reconnue: elle dénonce cet attentat comme un « complot franc-maçon » tout en formulant des menaces similaires et à peine voilées en trouvant des excuses au massacre (voir les sites de Riposte Laïque, Bloc Identitaire, etc.). La question est de comprendre pourquoi Breivik a ciblé ses compatriotes plutôt que ceux qui font l'objet de ce qui serait (selon les médias) « sa haine ordinaire », c'est-à-dire les musulmans?

Si cela était avéré, tout s'expliquerait par le dé-tournement de cette « haine ordinaire » envers ceux qui ont tolérés et rendus possible ce « multiculturalisme » et le remplacement de la population autochtone au profit des immigrés... cela lui serait devenu insupportable. Mais l'extrême droite néo-nazie ou « identitaire » n'a pas attendu Breivik, même si ses actes peuvent paraître anecdotiques au regard des faits qui ont eu lieu en Norvège. Car cette violence de l'extrême droite prend la forme quasi religieuse d'une punition à l'égard, non pas des seuls immigrés, mais aussi de celles et ceux qui, par conscience de classe, agissent sur le terrain pour que l'immigration ne soit : ni un bouc émissaire à la misère qui s'accroît, ni une main d'œuvre corvéable et jetable à souhait, ni un exutoire aux dogmes politiques et populistes; et qui agissent aussi pour qu'une religion ne serve pas de caricature ou encore refusent le sentiment paranoïaque de la perte d'une culture locale ou nationale (caricaturée et fantasmée voire égocentrique) au contact d'autres cultures.. En clair, l'extrême droite entend punir les militants qui refusent le retour à une forme d'esclavagisme racial et les recolonisations.

Les violences quotidiennes, le harcèlement, les provocations ne peuvent être atténuées par avance ou passées sous silence du fait et par la radicalité de cette déclaration de guerre de l'extrême droite norvégienne.

L'expérience du 26 juillet à Auchel démontre combien nous devons être vigilants face à cet ennemi de classe qu'est l'extrême droite identitaire installée à Auchel dans la « Maison de l'Artois ».

Breivik et les « identitaires » auchellois

Théoriquement Breivik apparaît très proche des « Identitaires » : par la centralité de son islamophobie, liée à un sionisme assumé et la foi chrétienne, au travers de sa paranoïa d'une extinction culturelle de l'Occident, par son soutien affirmé à la politique israélienne, victime du terrorisme arabo-musulman, par sa rupture avec une extrême droite parlementariste, considérée comme molle et dépassée, donc moins radicale

dans les propos et les actes, par son rapport avec le sport de tradition et d'homme (le rugby à Auchel), par son attirance pour une « nature originelle » (les produits bio à Auchel), par son attachement à une région, un pays, un territoire (l'Artois à Auchel)...

La question qui pourrait nous tarauder est : combien d'Identitaires français ont reçu le mail de Breivik du 21 juillet qui contenait ses intentions machiavéliques, sachant ses relations avec l'English Defence League ? Il est certain qu'un nombre important d'identitaires l'ait reçu puisque les liens ne sont plus à démontrer entre les identitaires français et les membres de l'English Defence League anglaise qui s'étaient déplacés en masse pour la marche avortée « des cochons » en mai dernier.

Mais les nazis, radicaux, barbares, sadiques et haineux se travestissaient le soir en bon père de famille inoffensif, amoureux de sa femme, attentif envers ses enfants, passionné de sport, de nature et de Wagner...

Rien ne manque à la panoplie du radical haineux d'extrême droite déguisé en petit citoyen inoffensif, amoureux de sa femme, attentif envers ses enfants, passionné de sport, de nature et de Wagner... Jusqu'au jour où le masque tombe et que la population attirée par un discours populiste, voit claire dans ce jeu... c'est l'expérience du 26 juillet à Auchel qui a dévoilée les réalités de la Maison de l'Artois...

Et LE 26 juillet à Auchel, la CGT a réussi sur au moins un point: faire sortir le loup déguisé de sa tanière et montrer aux auchellois et aux autres, comment il peut être dangereux, et qu'il n'est pas le chaperon rouge qu'il prétend être ! Aujourd'hui les camarades de la CGT ont vu le danger en face et la solution est de s'organiser pour chasser les loups « identitaires » capables de tout, l'histoire l'a démontré... Plus de 40 millions de morts entre 1933 et 1945 !



Les Sans Papiers contre le fascisme à Lille!



En mobilisant pour un concert de soutien aux sans papiers à Lille le 29 juin dernier malgré les menaces des « identitaires » de la Maison Flamande qui voulaient en découdre, le Comité des Sans Papiers 59 a également mené une action d'envergure contre la montée du fascisme et du racisme. Près de 800 citoyens ont répondu présent ce soir là au traditionnel rassemblement du CSP59 et au concert de Z.E.P. qui l'a suivi sur la place de la République, tandis que les fascistes ont finalement annulé leur contre-rassemblement! Concrètement mais aussi symboliquement, le CSP, ses soutiens et tous les militants progressistes font une nouvelle fois barrage au fascisme et au racisme... (photos P. Bardet)



DOSSIER

FRONT NATIONAL

Du côté du peuple ou du côté des patrons?



Supplément à CHANTIERS, journal du Rassemblement des Cercles Communistes (RCC)

Avec l'accélération de la crise générale du capitalisme que le patronat fait supporter aux travailleurs et aux peuples, le discours et l'image du Front National changent, son programme se revendique plus social. Marine Le Pen, nouvelle présidente du parti, est plus présente dans les médias, invitée par toutes les chaînes de télé et de radio. Des soutiens, des sympathies s'affichent: L'avocat Gilbert Collard, l'ex-pdt de Reporter Sans Frontières Robert Ménard, le journaliste Eric Zemmour... Visiblement, face à sa chute dans les sondages, les médias à la botte de Sarko nous suggèrent une alternative pour les futures échéances présidentielles, désormais « fréquentable », d'extrême droite « décomplexée », susceptible de prendre le pouvoir... Quel est le contenu réel du programme du FN? Quelle est sa véritable position sur l'Europe? Le FN a-t-il changé de nature avec Marine Le Pen à sa tête?



EMPLOI: Travailler plus pour gagner moins et sans protection sociale

► Pour le FN, il faut « libérer le travail » (programme 2010), non pas des banquiers prédateurs, du grand patronat mais... de l'Etat! Voilà un discours libéral tout à fait classique, caractéristique de tout programme patronal qui cherche à détruire les formes de protection étatique gagnées par les travailleurs lors du Front Populaire ou de la libération. Le « coût du travail » serait trop lourd pour les patrons, il faut donc diminuer le rôle redistributif de l'Etat qui « prend à la gorge les PME »...

► Pour lutter contre le chômage, il est donc évident que le FN ne préconise jamais la renationalisation des entreprises dont les patrons, pourtant arrosés de torrents d'argent public, délocalisent quand même; il détourne au contraire l'attention sur les travail-

leurs immigrés et même sur les travailleuses (qui devraient revenir au foyer dans le cadre d'un nouveau modèle « familialiste »).

► En toute logique, pour servir toujours mieux le patronat assoiffé de profit maximum, le FN veut poursuivre la politique de privatisation massive et de destruction du secteur public. Il n'est surtout pas question d'élargir les droits des travailleurs du public aux travailleurs du privé, mais au contraire « d'abolir les privilèges des travailleurs du public, en matière principalement de protection sociale ».

► Dans la même logique sarkozyste, le FN entend lutter contre l'abaissement du temps de travail qui a provoqué la « désorganisation des entreprises et les augmentations injustifiées de la masse salariale ».

RETRAITES: Partir à 65 ans minimum en engraisant les banquiers et sans garantie lors des prochaines crises financières

► Le FN revendique un passage à « 65 ans de l'âge de départ à la retraite » (programme 2010). « Pour sauver les retraites il est évident que l'allongement de la durée de cotisation est nécessaire » (discours de JM Le Pen aux régionales 2010). Il n'est donc pas question ici de faire payer les riches, comme l'exigeaient des millions de travailleurs lors du passage en force de la réforme sarkozyste, mais bien les travailleurs eux-mêmes!

► Il souhaite de plus un « développement des régimes de retraite complémentaire par capitalisation ». Non seulement le régime de retraites par répartition est ici condamné mais, comme Sarkozy, le FN prévoit d'offrir en pâture aux spéculateurs financiers un marché gigantesque de fonds de pension, dans un système totalement inégalitaire à deux vitesses et sans aucune garantie pour les retraités quand les prochaines crises financières surviendront.

► Les pensions seront calculées sur le critère de la durée de cotisation, c'est-à-dire sans tenir compte des périodes parfois longues de chômage dans la carrière des travailleurs, surtout avec les crises durables du système.

► Les négociations liées à la pénibilité du travail ne seront plus collectives pour l'ensemble du salariat, mais séparées par branches, c'est-à-dire réduites au plus petit dénominateur commun, sachant que les branches d'activités sont inégalement syndiquées et armées face au patronat (qui, lui, est uni!). C'est un recul considérable en matière de Droit du Travail qu'attend impatiemment le patronat français!

ABONNEZ VOUS!

 **CHANTIERS**

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT ★ DES CERCLES COMMUNISTES

Trimestriel - Abonnement 10 euros pour 6 numéros
chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
BP 51 - 59007 LILLE CEDEX
coordcommuniste@numericable.fr

DROIT DU TRAVAIL: Tous les droits pour les patrons, aucun droit pour les travailleurs

► Le programme du FN affirme qu'il faut « libérer le travail des entreprises de l'étatisme » et « simplifier le code du travail ». Or si le Code du Travail est l'objet d'attaques en règle et de coupes sombres de la part des derniers gouvernements et notamment du gouvernement Sarkozy, il reste fondé sur le fait que le rapport patron - salarié est un rapport inégal de domination et non une simple « collaboration », et qu'il est nécessaire de l'encadrer pour protéger au moins en principe ce dernier des abus. Simplifier ce code revient à restreindre les droits fondamentaux que les travailleurs ont conquis par des générations de lutte acharnée.

► Ce que veulent les patrons, c'est détruire l'encadrement juridique des licenciements, les réglementations du temps de travail maximal, des rémunérations. Les derniers obstacles à cette « liberté » pour les patrons de faire ce qu'ils veulent des travailleurs qu'ils exploitent voleront en éclat avec la « simplification » de ce Code du Travail...

► Les négociations « par branches », par corporations, prendraient ainsi le pas sur le droit du travail qui actuellement s'applique à toutes et tous avec un Code du Travail unique. Elles s'adapteront aux besoins ponctuels et changeant des patrons contre un salariat divisé et incapable de lutter collectivement.

Le FN n'est-il plus fasciste?

► Le fascisme se caractérise par ses tentatives pour séduire les masses de travailleurs avec un discours « anticapitaliste » et nationaliste, en appelant à l'unité des travailleurs avec les patrons d'une même nation contre un « ennemi de l'étranger », des « boucs émissaires ». Ainsi le capitalisme peut s'octroyer un sursis malgré l'hostilité de plus en plus forte des travailleurs contre le système capitaliste en particulier en temps de crise, et réprimer toute forme de lutte sociale et politique du peuple contre les patrons. A ce titre, l'évolution « sociale » du discours du FN confirme son caractère capitaliste et fasciste en temps de crise.

► Un programme centré sur la « liberté du travail », un régime « familialiste » souhaitant que les femmes retournent au foyer, et un prétendu « antimondialisme » chauvin et raciste se démarque-t-il vraiment finalement du crédo fasciste de Pétain « Travail, Famille, Patrie »?

► Selon Philippe Pétain (Principes de la Communauté) « l'esprit de revendication retarde le progrès que l'esprit de collaboration réalise », « tout citoyen [tout travailleur] qui cherche son bien propre [lutte contre son exploitation] hors de l'intérêt commun [Quel peut être l'intérêt commun d'un patron et d'un ouvrier?] va contre la raison et son intérêt même », « les citoyens doivent à la Patrie leur travail, leurs ressources et leur vie même. Aucune conviction politique, aucune préférence doctrinale ne les dispensent de ces obligations », « aucun groupement [syndicat] ne peut être toléré, qui oppose les citoyens [classes] les uns aux autres et tend à ruiner l'autorité de l'Etat [du patronat] »... Le discours de Marine Le Pen, menaçant les syndicats de travailleurs, flattant le patronat, subordonnant les intérêts des travailleurs à ceux d'un Etat capitaliste fort pour poursuivre la guerre économique contre les autres pays capitalistes, reste un discours classique d'extrême droite marqué par la régression et la répression sociale, la division du peuple (par corporations, par races ou par religions, etc.) et la consolidation de l'Etat patronal dirigé vers le profit maximum.

► La crise du système capitaliste précarise brutalement l'ensemble du salariat et fait du même coup apparaître aux yeux de tous les travailleurs que ce système est mauvais et qu'il faut en changer, non pas en subissant mais en agissant collectivement. Le fascisme est avant tout un antidote de la bourgeoisie pour mainte-

DROIT SYNDICAL: le droit de se taire face aux intérêts supérieurs de la « France » des patrons

► Le FN affirme que les syndicats font partie de ces « maux qui asphyxient l'entreprise française ». « Le syndicalisme français (...) est une des causes du blocage de notre économie et un des obstacles majeurs aux réformes nécessaires de la société française (retraites, sécu, fonction publique, Code du Travail) ». Ainsi les grandes luttes de plusieurs générations de travailleurs pour améliorer leurs conditions de vie sont perçues comme des menaces pour la France. Il est évident que ce genre de discours est au service direct du patronat français.

► Le FN se positionne d'ailleurs pour une réduction du droit de grève, seule arme des travailleurs pour arracher des droits et se protéger de la barbarie capitaliste. Lors d'une grève de cheminots en Avril 2010, Marine Le Pen martèle: « cette prise d'otage permanente des citoyens (...) doit cesser immédiatement! Que fait le gouvernement contre ces atteintes à la liberté de circuler et de travailler? ». Au moment clé de la lutte contre la réforme des retraites fin 2010, lorsque les ouvriers bloquent les raffineries pour peser enfin face à l'arrogance du patronat français, Marine Le Pen dénonce: « le gouvernement aurait du intervenir dès les premiers blocages (...); ils consistent à empêcher les salariés qui le désirent de travailler et à susciter l'arrêt de l'économie du pays ». Marine Le Pen ignore t-elle que la grande majorité des travailleurs qui ne faisaient pas grève lors des blocages, loin d'approuver la réforme des retraites, soutenait les grévistes sans avoir eux-mêmes les moyens de débrayer. Les premières victimes des blocages, c'étaient bien les patrons évidemment!

► On trouve dans le FN un syndicat patronal, le FNEML, dirigé par Jean Michel Dubois et qui a eu des élus aux prud'hommes. Un parti contenant des patrons organisés peut-il être anticapitaliste? Un parti peut-il se proclamer « anticapitaliste » sans lutte de classe? Il est évident que le FN cherche à combattre le syndicalisme de lutte de classe et soumettre les travailleurs à l'intérêt égoïste des patrons...

nir, approfondir même son système à travers une remise en question démagogique. Depuis la crise de 2008, la fille Le Pen fait croire que le FN est au service « des ouvriers, des travailleurs Français » tout comme les Nazis le faisaient croire aux « ouvriers et travailleurs Allemands » après la crise de 1929 : « *Nous sommes socialistes, nous sommes des ennemis mortels de l'actuel système économique capitaliste avec son exploitation des personnes économiquement faibles, avec l'injustice des salaires, avec son immoral classement des hommes suivant leur fortune et leur argent au lieu de leur responsabilité et de leur travail et nous sommes résolus à anéantir ce système quelles que soient les circonstances* » ou encore « *Si à gauche, 17 millions de prolétaires voient leur dernier salut dans la lutte de classes, c'est parce que la droite pendant 60 ans le leur a appris par la pratique; D'où tirons nous le droit moral de nous opposer à la pensée prolétarienne de la lutte des classes si l'Etat de classe bourgeois n'est pas d'abord détruit de fond en comble par une nouvelle composition socialiste de la communauté allemande* » (tiré du livre de Kurt Gossweiler, Hitler, l'irrésistible ascension?)

► Aujourd'hui, les fascistes cachent leur héritage et récusent sans cesse les termes qui les ont toujours désigné; extrême droite, fascisme, etc. Ce camouflage hypocrite, qui se fonde sur l'oubli, est celui d'un parti pro-patronal qui se fait passer pour une solution crédible à la crise créée par les patrons!

EUROPE : le double langage

La victoire du NON au référendum sur la Constitution Européenne en 2005 n'est pas l'œuvre du FN

► Des centaines de débats publics, des manifestations, des millions d'affiches, de tracts, de discussions dans les quartiers populaires, des mois durant, ont permis au peuple de se rassembler et d'imposer à la bourgeoisie un NON majoritaire à 55% malgré l'avalanche quotidienne de désinformation médiatique. Ce sont bien les militants de cette gauche là, politique et syndicale, qui ont retroussé leurs manches et mené une campagne unitaire contre la constitution européenne: le PCF, la CGT, une partie antilibérale du PS, le NPA, ATTAC, pour citer les plus connues. Une partie de ces forces militantes engagées dans le combat pour le NON à l'époque dans le Collectif Antilibéraux se retrouve aujourd'hui au sein du Front de Gauche. A travers cette victoire électorale historique du peuple, contrariant provisoirement les plans de la bourgeoisie, c'est bien un vote de classe qui s'est exprimé, celui des ouvriers et des employés, mais c'est aussi un vote essentiellement de gauche, antilibéral, auquel le FN, bien qu'ayant appelé à voter non, n'a pas contribué dans la rue, dans les quartiers et les entreprises.



Le FN est un parti pro-européen

- Dans son programme, le FN indique « il n'est pas envisagé de sortir brutalement de l'Union Européenne ». Loin de s'opposer à la BCE, il faudrait simplement la « réformer » à l'échelle de l'UE pour permettre le retour au Franc.
- L'un des indices de la nature pro-européenne du FN est qu'il s'oppose à l'entrée de la Turquie musulmane dans l'UE. Le FN n'est pas contre l'UE mais souhaite au contraire s'intégrer dans une UE définie sur une base raciste et religieuse. L'un de ses slogans historique n'est-il pas « les français et les européens d'abord! »?
- La « sortie de l'euro » prônée par le FN ne vise pas à sortir de la guerre économique mondiale actuellement en cours mais au contraire à écraser les pays concurrents dans la même logique de domination que l'UE à plusieurs ... Le FN ne veut pas plus de souveraineté nationale pour pouvoir renationaliser les secteurs pillés par l'impérialisme comme cela se fait au Venezuela ou en Bolivie aujourd'hui, mais au contraire pour construire une « Europe des patries appliquant la préférence communautaire », nouveau Reich impérialiste et dominateur dont la France serait le centre!
- Le FN déplore que la politique de l'UE « loin de renforcer la puissance militaire des pays européens, place leurs armées dans l'OTAN sous le commandement américain ». On imagine pour quelles raisons cette « Europe des patries assurant, dans le monde, le rayonnement des nations européennes » devrait avoir une « puissance militaire » renforcée demain...



QUAND LES PEUPLES GREC, ESPAGNOL, PORTUGAIS, ITALIEN SE SOULEVENT CONTRE LES PLANS D'AUSTERITE IMPOSES PAR BRUXELLES, C'EST AVEC DES DRAPEAUX ROUGES, PAS DES DRAPEAUX FASCISTES!

Il existe un « sortir de l'euro » de gauche!

► « Sortir de l'euro » peut avoir deux significations: soit, comme le souhaite le FN, appartenir à l'UE tout en revenant au Franc, à la manière du Royaume Uni, ce pays qui traverse la même crise financière que tous les autres pays capitalistes mais avec des livres à la place des euros... soit il s'agit de sortir carrément de l'Union Européenne, comme le veulent bon nombre de partis communistes parmi les plus puissants d'Europe (les PC grec, portugais, hongrois, ...) ainsi que d'autres partis et organisations progressistes. De nombreux pays ont d'ailleurs démontré qu'un pays non intégré dans un bloc impérialiste peut tout à fait se développer économiquement (Chine, Inde, Brésil par exemple) et utiliser sa souveraineté pour redistribuer au peuple les richesses produites, notamment en renationalisant au moins une partie de l'économie nationale. Dans ce sens, le rapprochement économique de pays se libérant de l'impérialisme comme l'ALBA en Amérique Latine est une sorte de contre-modèle de coopération au prédateur impérialiste européen.

► En France, le débat sur cette question à gauche se développe. Des organisations politiques de gauche revendiquent clairement la sortie de la France de l'Union Européenne: C'est le cas du M'PEP issu d'ATTAC, d'organisations communistes issues du PCF (RCC, PRCF, URCF, ...), d'associations comme le Comité Valmy. Au sein du PCF, l'important réseau « faire vivre et renforcer le PCF » revendique également cette sortie de l'Euro.



UN PEU D'HISTOIRE



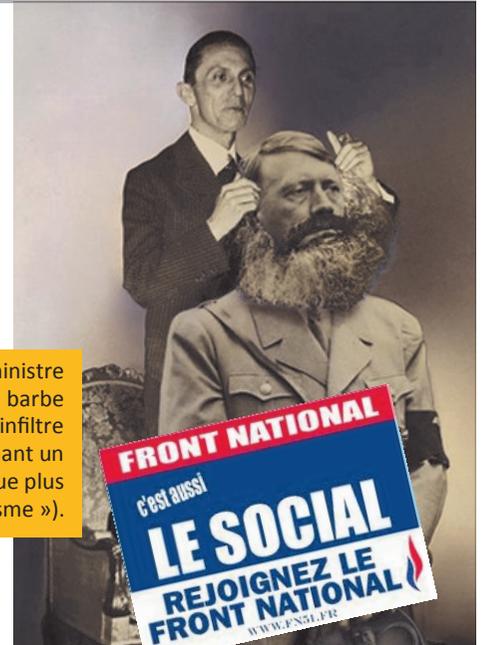
A partir du krach boursier mondial de 1929, l'Allemagne comme les autres pays capitalistes industrialisés sombre dans une crise profonde qui génère chômage et précarité massive. Pour des millions de travailleurs, le capitalisme ne peut plus dissimuler son vrai visage... Face à la conscience de classe et la politisation des masses, la bourgeoisie doit mettre en avant une idéologie de substitution lui permettant d'éviter une révolution du système: le fascisme. En 1935 l'Internationale Communiste définissait le régime fasciste comme la « dictature ouverte, terroriste, des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier ».

Dans les années trente alors que la crise du capitalisme s'approfondit, les ligues fascistes cherchent à gagner la confiance des masses en adaptant leur idéologie: « Les masses populaires se jettent aux extrêmes; elles se radicalisent. Si les gains du parti communiste sont moindre que ceux des nazis, il faut en chercher la raison dans l'histoire de la république de Weimar. Tous les partis de la social-démocratie [PS] à l'extrême droite ont pratiqué l'anticommunisme le plus violent, le plus systématique. Les nazis jouent à la fois de l'antimarxisme, de l'antisémitisme [aujourd'hui de l'islamophobie] et de l'anticapitalisme. » (La fin de la République Allemande - Gilbert Badia)



Affiche du parti nazi avant la prise de pouvoir (1931): On peut y lire « 500000 chômeurs, 400000 juifs; la solution est très simple! »

Caricature de John Heartfield (1938): Goebbels, ministre nazi de la propagande déguise Adolf Hitler avec la barbe de Karl Marx... A mesure que l'idéologie nazie s'infiltré dans l'électorat allemand, elle s'adapte en affichant un prétendu « anticapitalisme », une politique plus « sociale » (d'où le nom de « National Socialisme »).



1938 - Le Juif Eternel (*Der Ewige Jude*), Fritz Hippler. Documentaire de propagande antisémite nazie: Des rabbins égorgent un bœuf « a vif et sans étourdissement », argument démontrant aux yeux des nazis que les juifs sont par nature « barbares ».

Comme tous les partis fascistes qui progressent dans les élections en Europe, le FN table sur un bouc émissaire idéal: le musulman. Comme l'antisémitisme hier, l'islamophobie moderne prétend qu'un complot islamiste cherche à s'emparer de l'Europe (théorie de « l'Eurabia ») et désigne un ennemi à la fois extérieur (l'Iran, l'Afghanistan, ...) et un ennemi intérieur (les « jeunes maghrébins de banlieus ») pour diviser le peuple et désorienter les luttes de classe.



2010 / 2011 - Campagne d'affichage nationale de propagande islamophobe contre l'abattage halal jugé « barbare » par la Fondation Brigitte Bardot notamment.

« Mort au fascisme! » (affiche soviétique 1945)



► En France comme ailleurs, les partis communistes et les progressistes ont toujours combattu le fascisme et conquis de nombreux droits pour les travailleurs: Le Front Populaire antifasciste en 1936 (congés payés, temps de travail, droits syndicaux, etc.) et le Conseil National de la Résistance (CNR) antinazi à la libération (Nationalisations massives, création de la sécu, des Comités d'Entreprise, droit du travail et droits syndicaux...)

► Aujourd'hui encore, face à la crise d'un capitalisme UMPs-FN qui n'a plus rien à offrir, c'est d'un Front Populaire de Gauche dont nous avons besoin, dans l'unité des travailleurs français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et vieux, pour faire payer les riches et faire reculer la fascisation rampante!

La reconstruction communiste, le Front de Gauche et les élections de 2012...

Les résultats du vote interne au PCF en juin dernier pour choisir le candidat du Front de Gauche donnent 28251 voix -soit 59,12% des votants- pour Jean-Luc Mélenchon, le candidat de la direction social-démocrate, et 17594 voix -soit 36,82% des suffrages- pour André Chassaigne, représentant de l'opposition à « l'effacement du PCF ». Avec les 1944 communistes -soit 4,07%- qui ont voté pour Emmanuel Dang Tran, 41% se sont opposés au total à la candidature Mélenchon.

En 2007, le processus pour une candidature unitaire et unique à la présidentielle émanant des collectifs anti-libéraux issus de la victoire historique du NON au traité constitutionnel européen (TCE) avait capoté et le front avait imposé avant le premier tour.

Aujourd'hui, les positionnements dans le PCF et dans de multiples groupes de la reconstruction communiste posent une question cruciale : « quelle campagne communiste mener dans le cadre du Front de Gauche anti-libéral élargi, ou comment visibiliser l'identité communiste dans le cadre d'une campagne commune avec les autres composantes anti-libérales à la présidentielle et aux législatives ? »

La résistance de classe et populaire a besoin d'un large front populaire combatif

Denis Kessler, ex-vice-président du MEDEF indiquait hier sans complexe le programme auquel s'attèle Sarkozy dans un article intitulé « Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde ! » : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance (CNR), un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité Sociale, paritarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! » (Challenges, 4 octobre 2007).

De l'aveu même de Denis Kessler, cet « adieu à 1945 » est aujourd'hui une opportunité parce qu'il « aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi-disparition du parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'essoufflement asthmatique du Parti Socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait aussi que le débat interne au sein du monde gaulliste soit tranché, et que ceux qui croyaient pouvoir continuer à rafistoler sans cesse un modèle usé, devenu inadapté, laissent place à une nouvelle génération d'entrepreneurs politiques et sociaux. Désavouer les pères fondateurs n'est pas un problème qu'en psychanalyse » (idem).

A cette sortie cynique, qui éclaire sur les objectifs réels des patrons milliardaires et les raisons de leur réussite pour l'instant, vient s'ajouter la crise du capitalisme mondialisé qui accroît la recherche effrénée du profit maximum par : 1) l'appauvrissement de masse et la destruction des conquêtes sociales et démocratiques des travailleurs dans les pays impérialistes ; 2) les guerres, notamment les guerres coloniales, pour contrôler les matières premières comme le pétrole, l'uranium, etc.

La victoire du NON à la Constitution Européenne de 2005 est une ligne de démarcation structurante de la lutte de classe

Si nous comprenons la nécessité d'une vigilance vis à vis d'une dissolution éventuelle du PCF dans ce « Die Linke » à la française que pourrait être le Front de gauche, label dont le Parti de Gauche de Mélenchon est d'ailleurs propriétaire, celle-ci ne saurait nous détourner sur le terrain d'une dynamique pour rassembler toutes les forces du NON, à l'exclusion des fascistes du FN, pour frayer la voie à une alternative anti-libérale dans ce pays. Le danger principal est en effet qu'en absence des

forces de la reconstruction communiste, le Front de Gauche ne soit réduit à un simple cartel d'organisations. Or il s'agit de rassembler les forces anti-libérales pour favoriser le développement d'un vrai front populaire par lequel les travailleurs, le peuple pourraient passer à l'offensive contre les attaques patronales et gouvernementales.

La bataille pour le NON au TCE a tracé une ligne de rupture politique entre libéraux, sociaux libéraux et anti-

libéraux. Cette ligne reste un vrai boulet que traînent les sociaux démocrates de la direction du PCF et du Parti de Gauche dans leur penchant réformiste à « l'Union de la Gauche » bis.

Il est d'une importance majeure que les forces de la reconstruction dans et hors du PCF trouvent les voies de l'unité d'action stratégique pour peser et contraindre à une rupture de classe entre sociaux libéraux et anti-libéraux. C'est une étape nécessaire pour aller vers l'unification des communistes sur la base léniniste du « se démarquer pour s'unir » dans une organisation unique.

La dialectique « défense de l'identité communiste » et « alliance des forces anti-libérales »

Tout comme le mouvement social, l'objectif de la campagne à mener est de battre la droite dure décomplexée sarkozyste, de montrer qu'avec les socialistes on a déjà donné, et que le pire reste le FN de Marine Le Pen. La résultante de ces impératifs est un « vote utile » allant dans le sens du rapport de forces nécessaire pour faire payer la crise aux milliardaires du CAC40 : le vote Front de Gauche à la présidentielle et aux législatives 2012.

Nous pouvons et devons faire cela en communistes, c'est à dire en développant nos exigences. Par exemple l'exigence de rupture avec la Vème République et son présidentialisme quasi monarchiste ; de refus de toute participation à un gouvernement socialiste ; de sortie de l'euro, étape vers la sortie de l'Union Européenne du capital et de la crise ; de laïcité sans discrimination à l'encontre notamment de la religion des travailleurs et des citoyens récents de France ; de punition effective du racisme ; de nationalisation des entreprises qui délocalisent ; de régularisation de tous les sans papiers avec une carte de 10 ans, d'arrêt des guerres coloniales en Libye, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire ; de démantèlement des bases militaires françaises en Afrique et de sortie de l'OTAN.

Il n'y a pas de « muraille de Chine » entre la loyauté vis-à-vis du front anti-libéral et l'indépendance idéologique et politique des communistes qui œuvrent surtout à ce que l'alliance ne soit pas seulement une affaire de sommet mais deviennent l'affaire des travailleurs dans leur ensemble et donc du peuple.

C'est à cette politique que nous invitons l'ensemble des groupes de la reconstruction communiste éparpillés dans et hors du PCF. Cette unité d'action stratégique dans le front doit nous permettre d'éviter les départs successifs du PCF dans la désunion, la division et parfois dans des querelles stériles qui ne profitent qu'à l'ennemi de classe : notre bourgeoisie impérialiste fait tout pour prendre sa revanche de classe contre les victoires de nos anciens du temps de l'URSS patrie des ouvriers, paysans et peuples opprimés qui a succédé à la Commune, première démocratie prolétarienne !



INTERNATIONAL

PEUPLES ARABES ET AFRICAINS, REVOLUTIONS POPULAIRES ET RECUPERATIONS IMPERIALISTES...



La révolte des peuples de Tunisie et d'Égypte a réjoui tous les progressistes du monde parce qu'elle s'attaquait à deux régimes qui depuis des décennies sont entièrement vendus au système impérialiste mondial. La base sociale de ces deux révoltes est l'ensemble des classes populaires et de la petite-bourgeoisie. La réaction du système impérialiste mondial ne s'est pas fait attendre. Elle a consisté en la mise en œuvre de deux stratégies cumulées : Caporaliser ces deux révolutions pour empêcher que ne soit posée la question des revendications sociales et économiques ; Profiter de l'occasion pour susciter des agressions impérialistes contre la Libye et la Syrie en présentant celles-ci comme la suite des révolutions égyptienne et tunisienne.

Caporaliser les révolutions

Après avoir servi pendant des décennies les puissances impérialistes, les marionnettes Ben Ali et Moubarak ont été lâchées par leurs maîtres. Pourtant ils n'ont pas démérité et ont accompli à la lettre les missions qui leur étaient confiées. La Tunisie de Ben Ali votait ainsi systématiquement comme les grandes puissances impérialistes à l'ONU : Irak, Afghanistan, Soudan, Palestine etc., la marionnette soutenait à chaque fois le choix dicté par les intérêts de ses maîtres. Moubarak faisait de même, et participait de surcroît à l'ignoble blocus contre la bande de Gaza devenant ainsi l'allié ouvert de l'Etat d'Israël. La place prise par la jeunesse, par les classes populaires et par les syndicats ouvriers dans le processus révolutionnaire faisait craindre une radicalisation. Il fallait lâcher les dictateurs pour tenter rapidement de ramener

le calme social et mettre en avant de nouvelles marionnettes.

En Tunisie la tentative a été de maintenir le Benalisme sans Ben Ali. Les mêmes hommes qui étaient hier sous les ordres du dictateur vendu à l'impérialisme prétendent maintenant représenter la révolution. Les mêmes responsables de la police et du parti de Ben Ali qui pendant des décennies avaient assassiné et torturé

"PACIFISME" VERT-DE-GRIS EVA JOLY 100% D'ACCORD AVEC L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE



des militants démocrates, progressistes et syndicaux, jurent de se mettre au service de la révolution. Seule la mobilisation populaire a déjoué ce piège et a imposé des élections pour une assemblée constituante d'une part et la légalisation de tous les partis contraints à la clandestinité. La lutte n'est pas pour autant terminée et de nouveaux coups bas se préparent...

En Égypte aussi il fallait ravalier la façade pour pouvoir mieux la sauvegarder, il fallait céder pour ne pas tout perdre. De manière encore plus nette qu'en Tunisie la classe ouvrière a pris une part importante à la révolution. Les médias ne nous ont parlé que de la Place Tahrir et ont passé sous silence le mouvement de grève sans précédent qui a secoué le pays. En Égypte aussi l'impérialisme a recherché frénétiquement des politiques pas trop « grillés » pour les mettre en avant comme « solution de rechange ». Rappelons nous comment le nom de Baradei (ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de 1997 à 2009, pour laquelle il a obtenu le prix Nobel de la

paix) est subitement apparu et a été présenté comme « l'issue démocratique » de la révolution. En Égypte aussi c'est la mobilisation populaire qui a éliminé cette nouvelle marionnette et qui impose un processus de réouverture de la frontière avec Gaza pour desserrer le blocus israélien. Cependant en Égypte aussi le processus révolutionnaire est loin d'être terminé comme en témoigne la poursuite du mouvement ouvrier gréviste.

Le bras de fer entre les aspirations populaires à mener le processus révolutionnaire plus loin (en posant les questions de l'endettement, de la pauvreté et du partage des richesses, des revendications sociales et économiques, de nationalisation des ressources et secteurs stratégiques) d'une part et les manœuvres pour imposer de nouvelles marionnettes d'autre part continue. De prochains combats auront lieu dans des formes que personne ne peut prévoir aujourd'hui. A nous de nous préparer pour soutenir les peuples tunisiens et égyptiens lors de ces futures échéances de lutte.

2. déstabiliser les régimes entravant les manœuvres impérialistes

La seconde stratégie du système impérialiste mondial a été de profiter de la situation pour déclencher en Syrie et en Libye des agressions impérialistes en les présentant comme des « contagions » des révolutions Tunisienne et Égyptienne. Pourtant rien ne rapproche les deux situations : 1) En Tunisie et en Égypte les manifestants n'étaient pas armés, ils le sont en Libye, et même avec des armes lourdes ! C'est la même chose en Syrie, même si les médias gardent un silence complice sur ce fait afin de justifier une éventuelle intervention militaire, pour « protéger » les civils bien sur. 2) En Tunisie et en Égypte toutes les forces progressistes et en particulier le mouvement syndical a participé à la mobilisation populaire, elles sont absentes de Libye et de Syrie. 3) En Tunisie et en Égypte le mouvement avançait des revendications démocratiques, en Libye il réclame le retour de la monarchie tandis qu'en Syrie il est dirigé par les « frères musulmans » qui s'entendent très bien avec le système impérialiste mondial. 4) En Égypte et en Tunisie aucune fraction du peuple ne s'est mobilisée pour défendre le régime. Celui-ci ne pouvait s'appuyer que sur ses propres forces de sécurité. 5) En Tunisie et en Égypte il n'a bien entendu jamais été question d'une intervention militaire (et c'est très bien ainsi). En Libye, sous prétexte « d'aide aux rebelles », c'est à une intervention impérialiste ouverte à laquelle nous avons eu droit, et les appels à intervenir en Syrie...

Nous pourrions continuer longtemps les comparaisons. Les quelques éléments soulignés suffisent à démontrer l'opération idéologique en cours : Faire passer en contrebande des interventions impérialistes en les présentant comme des révolutions populaires.

Rappelons l'éclatement programmé de la Yougoslavie il y a vingt ans, présentée également à l'époque comme issue de révolutions populaires. Rappelons nous la succession de « révolutions » de toutes les couleurs qui ont abouti à l'éclatement de nations comme en Tchécoslovaquie désormais divisée en deux minuscules états entièrement dominés par les puissances impérialistes. Rappelons nous le même scénario pour l'ex U.R.S.S. Regardons aujourd'hui la division organisée du Soudan en deux états. A qui profite donc cette balkanisation du monde ? Qui a intérêt à la multiplication de petites entités étatiques incapables de résister aux pressions impérialistes, ni d'être viables économiquement.

Si nous avons en tête cette balkanisation programmée, nous pouvons alors comprendre ce qui se joue en Libye et en Syrie (avant de tenter le même scénario en Iran) : faire éclater ces deux Etats en plusieurs entités pour mieux les contrôler. Ainsi il sera plus simple d'imposer à ces

Etats de devenir complices de la guerre mondiale que mènent les puissances impérialistes pour le contrôle des sources de matières premières (et le pétrole libyen est très convoité par les puissances occidentales qui souhaitent être payées en retour pour leur intervention !) et pour en bloquer l'accès aux puissances émergentes et en particulier à la Chine.

Le besoin d'un Front anti-guerre en France

Les communistes se guident toujours sur les intérêts des classes sociales en jeu pour déterminer leur position. Cette porte d'entrée donne des résultats évidents : **1) Soutien aux processus révolutionnaire en Tunisie et en Egypte et aux mobilisations visant à les pousser plus loin ; 2) Mobilisation contre les interventions impérialistes en Libye et en Syrie.**

Mais la France est aussi impliquée en Afghanistan et les troupes françaises sont présentes au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Gabon, à Djibouti, au Sénégal, au Liban, au Darfour, en République Centre Africaine, etc. Les mêmes qui nous parlent en permanence de la nécessité de réduire la dette publique (pour supprimer des postes d'enseignants et supprimer des classes, diminuer les remboursements de nos médicaments, privatiser nos services publics, fermer des services hospitaliers, etc.) l'augmentent chaque jour pour financer cette présence impérialiste hors de nos frontières. L'intérêt des peuples qui subissent ces interventions impérialistes est ainsi objectivement le même que celui du peuple de France : Combattre toutes les guerres impérialistes et exiger le retour de toutes les troupes françaises ! **Pour cela nous avons besoin d'un front anti-impérialiste puissant comme l'était dans le passé le mouvement de la paix !**



Une pancarte appelant à la réconciliation entre le Fatah et le Hamas, lors d'un rassemblement à Ramallah (février 2011) - photo G. Carré

Résistance palestinienne et révolution en Egypte

Des étudiantes de Gaza en visite en France répondent à nos questions

Chantiers : Les révoltes qui ont chassé Ben Ali et Moubarak ont aussi influencé les relations politiques à l'intérieur de la résistance palestinienne. Quel est votre point de vue sur cette évolution récente ?

Lara : Nous sommes avant tout contre toutes les divisions palestiniennes. C'est sûr qu'il y a eu une consolidation de cette résistance, suite aux récents accords entre le Fatah et le Hamas, malheureusement elle ne passe pas encore par la pratique.

Rana : Notre problème principal, ce n'est pas la raison des divisions politiques entre ces organisations, c'est d'abord l'occupation, c'est le droit au retour des Palestiniens de la diaspora, c'est Jérusalem, c'est ce que vivent les Palestiniens actuellement. C'est vrai que ce rapprochement est une bonne chose, mais il faut aller plus loin pour qu'on puisse un jour sortir vraiment de cette occupation.

Maram : Nous voulons une union nationale de tous les partis de la résistance palestinienne pour parvenir à un vrai accord de lutte contre l'occupation, et être unis devant l'agression israélienne.

Chantiers : La révolution égyptienne qui a chassé Moubarak et a remis le peuple sur le devant de la scène politique égyptienne, a sans doute changé la donne y compris dans les relations de ce pays avec La Palestine, et notamment avec la bande de Gaza frontalière et sous blocus meurtrier israélien. Cet événement permet-il un espoir pour desserrer l'étau sioniste ?

Lara : C'est vrai que nous regardons de près ce qui se passe à notre frontière avec l'Egypte. On a soutenu le peuple égyptien dans cette volonté de changement. On est sous embargo depuis quatre ans, sans aucun soutien du régime de Moubarak. Cependant on ne peut pas savoir pour l'instant si ce changement ira dans le sens de l'ouverture totale de la frontière que nous souhaitons, notamment du passage de Rafah, ou si les changements ne seront que partiels de la part des politiques égyptiens par rapport à Gaza. Nous sommes intéressés par ces changements mais nous sommes encore vigilants bien sûr.

Maram : En tout cas, quelque soit le nouveau président qui viendra en Egypte après Moubarak, il sera forcément meilleur ! Une ouverture même partielle du passage de Rafah serait une excellente nouvelle ! Et je suis convaincue que le peuple égyptien continuera à soutenir notre résistance et fera pression en faveur d'une ouverture totale du passage.

LE SAVIEZ VOUS? Ce 11 septembre où un complot de conspirateurs fait exploser deux immeubles pour créer une stratégie de la tension...

La Cagoule est le nom d'un célèbre complot de conspirateurs fascistes, financé par le grand patronat français effrayé par la montée du PCF en France dans les années trente, en pleine crise mondiale du capitalisme. Cette organisation se rendit célèbre lors du « double plastilage du 11 septembre 1937 contre... des locaux patronaux, une opération exécutée par un certain Jean Pierre Locuty (venant de la gauche et qui avait été dénoncé des années plus tôt par le PCF comme un agent provocateur). Pourquoi une telle action ? Sans doute pour faire accuser les communistes et mettre en œuvre une stratégie de la tension ». Jean Pierre Locuty « se fait remettre deux caissettes pleines d'explosif et munies d'un détonateur à retardement. Le 11 septembre en fin d'après midi, il dépose sa première caissette au siège de la Confédération Générale du Patronat, 4 rue de Presbourg. Puis la seconde au siège de l'Union des Entreprises Métallurgiques de la Région Parisienne, au 45 rue Boissière [organisations ancêtres du MEDEF]. A 22 heures les deux immeubles explosent à quelques minutes d'intervalle, tuant deux agents de police qui se trouvaient en faction rue de Presbourg où, opportunément une réunion patronale qui devait s'y tenir le soir même a été annulée. Le lendemain, la presse indignée en fait ses choux gras. Le Temps (propriété du Comité des Forges et du Comité des Houillères, deux puissants groupements patronaux) mais aussi L'Echo de Paris, Le Petit Journal, La Liberté et Le Jour accusent à l'unisson le Komintern, la CGT et des anarchistes italiens. La Confédération Générale du Patronat Français diffuse dans la journée un tract montrant l'immeuble dévasté de la rue de Presbourg et une diatribe contre les organisations ouvrières, les syndicats et les lois sociales récemment votées par le Front Populaire » (Histoire secrète du patronat, le vrai visage du capitalisme français, sous la direction de Benoit Collombat, reporter à France Inter, et David Servenay, journaliste à rue89, Editions La Découverte)

Pour lire nos analyses, participer à nos actions, télécharger nos déclarations, nos journaux, nos tracts, pour prendre contact avec nous, adhérer à l'un de nos cercles, pour vous informer sur notre cycle de formation marxiste - léniniste... visitez notre site!

rassemblementcommuniste.org

